



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le 13 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOC FRANCAISE DONGES-METZ

RTE DEPARTEMENTALE 977
51240 NUISEMENT-SUR-COOLE

Références : D1 i 2024-379
Code AIOT : 0100035285

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2024 dans l'établissement SOC FRANCAISE DONGES-METZ implanté RTE DEPARTEMENTALE 977 51240 NUISEMENT-SUR-COOLE. L'inspection a été annoncée le 04/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOC FRANCAISE DONGES-METZ
- RTE DEPARTEMENTALE 977 51240 NUISEMENT-SUR-COOLE
- Code AIOT : 0100035285
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SFDM est une société anonyme de droit français créée en avril 1993. Elle emploie environ 140 personnes en France. Son siège social est implanté à Avon (Seine-et-Marne). L'établissement régional de Châlons-en-Champagne est constitué de quatre parcs de stockage d'hydrocarbures dans le département de la Marne. Il s'agit de quatre établissements Seveso seuil haut implantés respectivement pour :

- le parc A, sur les communes de Nuisement-sur-Coole (51) et de Breuvery-sur-Coole (51) ;

- le parc B, sur la commune de Cheniers (51) ;
- le parc C, sur la commune de Togny-aux-Boeufs (51) ;
- le parc D, sur la commune de Faux-Vésigneul (51).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Décision d'exécution du 05/05/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette première visite d'inspection depuis la reprise du suivi des activités de la SFDM par l'inspection des installations classées en DREAL Grand-Est, a permis de faire un premier point sur la situation administrative des 4 établissements du périmètre marnais. Les constats effectués permettent de clarifier les prochains éléments attendus de la part de l'inspection, afin de mettre à jour la situation administrative de la société par rapport aux principales exigences réglementaires, notamment en matière d'étude de dangers et de plan d'opérations interne. D'autre part, l'exploitant devra compléter et transmettre les fiches d'information du public dans un délai de 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 05/05/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Cession de propriété
Prescription contrôlée : Actes administratifs des 4 parcs en vigueur
Constats : L'objectif de cette visite d'inspection était de refaire le point sur les principaux actes administratifs en vigueur concernant les différents établissements de la société SFDM dans la Marne. Il a également été fait le point sur les études de dangers (EDD), les plans d'opérations internes (POI), les plans de prévention des risques technologiques (PPRT), les plans particuliers d'intervention (PPI) ou encore les commissions de suivi de sites (CSS). L'inspection peut en ressortir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• Actes administratifs : certains actes administratifs nécessitent une mise à jour qui pourra se faire au fur et à mesure du traitement des dossiers qui seront transmis par l'exploitant pour instruction et/ou visites d'inspection ;• EDD : La mise à jour des EDD (et leurs compléments) ainsi que les notices de réexamen ont été reçues respectivement :<ul style="list-style-type: none">◦ Parc A : EDD mise à jour en avril 2019 ;◦ Parc B : EDD mise à jour en décembre 2019, notice de réexamen transmise en juillet 2020 ;◦ Parc C : EDD mise à jour en juin 2019, notice de réexamen transmise en juillet 2020 ;◦ Parc D : EDD mise à jour en juin 2019, notice de réexamen transmise en juillet 2020.• POI : La dernière mise à jour des POI des 4 parcs date de 2020. Les exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement modifié, relatives notamment aux POI n'ont donc pas été intégrées.• PPRT :

<p>L'ensemble des établissements de la Marne disposent d'un PPRT en vigueur, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ Pour le parc A, daté du 14/01/2014 ; ◦ Pour le parc B, daté du 17/09/2014 ; ◦ Pour le parc C, daté du 16/04/2013 ; ◦ Pour le parc D, daté du 16/04/2013. <p>• PPI :</p> <p>Aucun PPI n'est en vigueur actuellement sur les établissements marnais.</p> <p>• CSS :</p> <p>Aucune CSS n'est en vigueur actuellement sur les établissements marnais. Au vu des enjeux limités autour des établissements, l'inspection proposera ultérieurement à Monsieur le préfet de la Marne une exemption de CSS sur les établissements de la société SFDM dans la Marne afin que cela soit encadré réglementairement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à ces constats, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les éléments suivants selon les modalités définies ci-après :</p> <p>• EDD :</p> <p>Pour le parc A : la notice de réexamen de l'EDD est attendue pour fin juin 2024. L'exploitant pourra transmettre en parallèle un porter à connaissance modificatif des conditions d'exploitation afin de pouvoir mettre à jour l'acte administratif en vigueur pour l'établissement en parallèle de l'instruction de la révision de l'EDD.</p> <p>Pour les autres parcs, le planning de remise des notices de réexamen suivant est proposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parc B : juillet 2025 ; - Parc C : avril 2025 ; - Parc D : fin 2024. <p>• POI :</p> <p>Transmettre une mise à jour du POI de l'ensemble des établissements marnais pour fin juin 2024. Cette mise à jour intégrera les dernières dispositions réglementaires en vigueur. L'exploitant devra en outre réaliser un exercice POI sur chaque établissement d'ici fin 2024.</p> <p>• PPRT :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer les cartes relatives aux PPRT en vigueur sous format numérique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe IV
Thème(s) : Risques accidentels, Fiche d'information au public
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PARTIE 1 :</p> <p>Pour tous les établissements couverts par le champ du présent arrêté :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le nom ou la dénomination sociale de l'exploitant et l'adresse complète de l'établissement concerné ; 2. La confirmation que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, qu'il a fait l'objet d'une autorisation conformément à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et qu'il a présenté une

étude de dangers prévue à l'article L. 181-25 du code de l'environnement ;

3. Une explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement ;
4. La dénomination commune ou la classe et catégorie de danger des substances dangereuses concernées se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses dans des termes simples ;
5. Des informations générales sur la façon dont le public concerné sera averti, si nécessaire ; des informations adéquates sur le comportement approprié à adopter en cas d'accident majeur ou l'indication de l'endroit où ces informations peuvent être consultées électroniquement ;
6. La date de la dernière inspection et des informations sur l'endroit où il est possible d'obtenir, sur demande, des informations plus détaillées sur l'inspection et le plan d'inspection qui y est lié, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35 du code de l'environnement ;
7. Les précisions relatives aux modalités d'obtention de toute autre information pertinente, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4, L. 124-5 et L. 515-35 du code de l'environnement.

PARTIE 2 :

Pour les établissements seuil haut, outre les informations visées à la partie 1 de la présente annexe :

1. Des informations générales relatives à la nature des dangers liés aux accidents majeurs, y compris leurs effets potentiels sur la santé humaine et l'environnement et un résumé des principaux types de scénarios d'accidents majeurs et des mesures de maîtrise des dangers permettant d'y faire face ;
2. La confirmation de l'obligation qui est faite à l'exploitant de prendre des mesures adéquates sur le site et notamment de prendre contact avec les services d'urgence pour faire face à des accidents majeurs et en limiter le plus possible les effets ;
3. Des informations adéquates sur le plan particulier d'intervention établi pour lutter contre les éventuels effets hors site d'un accident. Ces informations devraient inclure des conseils recommandant de suivre les instructions et de répondre aux demandes des services d'urgence en cas d'accident ;
4. Les documents relatifs à l'existence et la nature du risque, ses conséquences prévisibles pour les personnes, les biens et l'environnement, aux mesures prévues pour alerter, protéger et secourir et aux consignes de sécurité à adopter en cas d'urgence mentionnés à l'article R. 741-30 du code de la sécurité intérieure ;
5. Le cas échéant, des informations indiquant si l'établissement se trouve à proximité du territoire d'un autre État membre susceptible de subir les effets transfrontaliers d'un accident majeur conformément à la convention de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe sur les effets transfrontières des accidents industriels.

Constats :

Certains éléments de l'arrêté ministériel précité sont manquants dans la fiche d'information communiquée par l'exploitant pour chaque établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'engage à communiquer à l'inspection la mise à jour de ces fiches d'information pour fin juin 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois